

☉VEILLE-INFOS☉
AMÉRIQUE LATINE

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Août-Septembre 2006



iFi-LATINECO

25 rue d'Astorg - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

Sommaire

INDICATEURS ÉCONOMIQUES.....	3
AMERIQUE LATINE.....	4
<i>Des réformes pour faciliter le business</i>	<i>4</i>
<i>Bon panorama général.....</i>	<i>5</i>
ARGENTINE	6
<i>Présidentielles : la classe politique s'agite</i>	<i>6</i>
<i>Commerce international : le poids limité du pays</i>	<i>6</i>
<i>Variation des coûts de panier de base.....</i>	<i>7</i>
<i>Chômage « irrégulier ».....</i>	<i>8</i>
BRESIL	9
<i>La campagne de Lula.....</i>	<i>9</i>
<i>Six mesures pour augmenter la concurrence bancaire</i>	<i>9</i>
<i>Taux de base à la baisse.....</i>	<i>10</i>
<i>Bons résultats pour les entreprises</i>	<i>10</i>
<i>Record pour les excédents des comptes.....</i>	<i>10</i>
<i>Croissance économique mitigée</i>	<i>11</i>
<i>Marché du travail.....</i>	<i>11</i>
<i>Moins endetté</i>	<i>11</i>
<i>Favoriser les PME.....</i>	<i>12</i>
CHILI	13
<i>Dur d'être président(e)</i>	<i>13</i>
<i>Un excédent commercial multiplié par deux.....</i>	<i>13</i>
<i>... comme les IED.....</i>	<i>14</i>
<i>Où investit le Chili ?</i>	<i>14</i>
COLOMBIE.....	15
<i>Le commerce extérieur au premier semestre.....</i>	<i>15</i>
<i>Le salaire des patrons... ..</i>	<i>15</i>
<i>... et des employés.....</i>	<i>15</i>
<i>Contrats de travail : les évolutions</i>	<i>16</i>
MEXIQUE	17
<i>Avatar politique et économie</i>	<i>17</i>
<i>Balance commerciale</i>	<i>17</i>
<i>La somme des remesas</i>	<i>17</i>
PEROU	18
<i>Les IED au premier semestre 2006</i>	<i>18</i>
<i>Qui exporte et importe le plus ?.....</i>	<i>18</i>
URUGUAY	18
<i>Forte augmentation du PIB</i>	<i>18</i>
<i>Un déficit commercial au premier semestre</i>	<i>19</i>
<i>Hausse des salaires réels en juillet</i>	<i>19</i>
VENEZUELA.....	19
<i>Interrogations sur les élections de décembre</i>	<i>19</i>
<i>Maigre liberté économique</i>	<i>20</i>
<i>Ralentissement du PIB en 2007</i>	<i>20</i>
<i>Revenu, prix, inflation... ..</i>	<i>21</i>
<i>... et exclusion.....</i>	<i>21</i>
<i>Baisse du taux de TVA</i>	<i>22</i>
<i>Chute des IED.....</i>	<i>22</i>
<i>Baisse de la productivité des salariés</i>	<i>22</i>

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

			PIB (Mds\$)				PIB (Δ%)			Inflation (Δ%)			Solde commercial (Mds\$)		Réserves internationales (Mds\$)		Dettes ext.* (Mds\$)	Taux courts*	Change/\$		
	Pop.* (M)	Chômage* (%)	2006	2005	2004	2006 ^P	2005	2006 ^P	2007 ^P	2004	2005	2006 ^P	2005	2006 ^P	2006*	12/05	2006	2006	08/06	12/05	
ARGENTINE																					
BRÉSIL																					
CHILI																					
COLOMBIE																					
ÉQUATEUR																					
MEXIQUE																					
PÉROU																					
URUGUAY																					
VENEZUELA																					

Données réservées aux abonnés

SOURCES : instituts statistiques nationaux, banques centrales nationales, Banque mondiale, FMI, OCDE et CEPAL. | * Dernière donnée connue | ** Cours officiel

Amérique Latine

Des réformes pour faciliter le *business*

Selon le rapport de la **Banque mondiale** et de l'**IFC**, les 27 réformes réalisées dans 13 économies de la Région ont réduit le temps, le coût et les désagréments bureaucratiques auxquels les entreprises devaient faire face pour être en conformité avec les formalités exigées par la loi et l'administration. Malgré ce constat, l'Amérique Latine reste en deçà des efforts réalisés par d'autres régions du monde. **Ainsi, le continent latino-américain est passé de la 3^{ème} place en 2005 à la 5^{ème} place en cette année en termes des réformes réalisées.** En 2006, trois pays latino-américains figurent dans les 10 premières places des principaux **réformateurs** en vue de faciliter la réalisation des affaires : le **Mexique** (3^{ème}), le **Pérou** (5^{ème}) et le **Guatemala** (8^{ème}). Dans le classement des 175 économies qui inclut comme critère principal la facilité à faire des affaires, les pays de la région les mieux placés sont le **Chili** (28^{ème}), le **Mexique** (43^{ème}) et l'**Uruguay** (64^{ème}). En revanche, le **Venezuela** (164^{ème}) et la **Bolivie** (131^{ème}) occupent les rangs les plus bas. Voici quelques exemples de réformes clés par pays :

Mexique : réduction du délai de création d'entreprise de 58 à 27 jours ; l'IS de 33% en 2004 à 30% en 2005 et 29% en 2006...

Pérou : renforcement des garanties et des informations à fournir par les entreprises en vue de protéger les investisseurs et faciliter l'accès au crédit...

Colombie : réforme de l'infrastructure douanière et portuaire (deux jours pour les formalités export/import), amélioration du système de protection des investisseurs...

Brésil : amélioration des services de justice en limitant les procédures pour des litiges de moindre importance.

Argentine : réduction des indemnités de licenciement de 1,8 à 1,5 mois par année de service.

Chili : réforme de la législation de faillites.

Au **Guatemala**, au **Honduras**, en **Uruguay** et à **El Salvador**... les réformes ont globalement réduit les délais et les formalités pour la création d'entreprises et amélioré les systèmes d'information en vue de l'octroi de crédits.

Bon panorama général

Selon la **Cepal**, en 2006, l'économie régionale devrait augmenter d'environ **5%** contre une hausse de **3,5%** pour toute la planète. L'objectif de **5%** ne serait atteint que si l'investissement n'augmente à **24%** du PIB contre **21,5%** l'an passé. Par ailleurs, les IED ont crû de **11%** en 2005 totalisant **61 milliards de dollars**, le **Mexique** étant le premier pays bénéficiaire. La Commission, basée au Chili, fait remarquer que l'impact de la hausse du pétrole a été limité sans provoquer de poussées inflationnistes ni de hausses de taux, l'ensemble de la Région ayant atteint un seuil de maturité politique à travers les nombreuses échéances électorales qui ont fait que ces dernières n'ont eu aucun impact défavorable sur la marche des affaires.

Du point de vue du commerce extérieur, au rythme actuel, les importations des pays latino-américains devraient augmenter de **17%** et les exportations de **20%** par rapport à 2005. Les bons chiffres des exportations ont été atteints grâce à la hausse du cours des *commodities* (soja, fer, or, hydrocarbures...).

Entre 2003 et 2006, les exportations du **Mercosur** (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) ont augmenté de **11,9%** en volume et de **9,2%** en valeur (dollars) contre un taux moyen pour l'ensemble des pays du continent de **8,3%** et **2,3%** respectivement.

Argentine

Présidentielles : la classe politique s'agite

Néstor Kirchner a confirmé que les prochaines élections présidentielles auront lieu en octobre 2007. Cette annonce doit être confirmée par un décret pour rendre officielle la date.

Questions candidats, le panorama n'est pas très défini. Il est certain qu'un Kirchner, Néstor ou, pourquoi pas, sa femme **Cristina**, seront sûrement dans la liste. Ce qui est certain, aussi c'est qu'ils auront de la concurrence non seulement de la part des partis d'opposition mais aussi au sein même du péronisme. En effet, l'ancien ministre de l'Économie **Roberto Lavagna** pourrait annoncer sa candidature, appuyée par un courant du **Parti Péroniste** de Buenos Aires conduit par les députés **Jorge Sarghini**, **Eduardo Camaño**, **Juan José Alvarez** et **Francisco de Narváez**, l'ancien propriétaire de la chaîne **Tia**. Le **Parti Radical** devra faire de même, avec (ou sans) l'ancien Président **Raúl Alfonsín** comme candidat. Par ailleurs, tous auront les yeux rivés sur les prochaines élections provinciales dont la première aura lieu en mars 2007 à Entre Ríos. Cet événement sera, sans doute, le déclencheur des déclarations de candidatures au niveau national. À suivre...

Commerce international : le poids limité du pays

Depuis la sortie de la convertibilité, l'Argentine a enregistré de solides résultats du point de vue des exportations avec une hausse de 56% entre 2002 et 2005 et de 12% depuis le début de 2006 et qui devrait totaliser **45 milliards de dollars** pour toute l'année.

Malgré ces chiffres positifs, la comparaison avec ceux du Brésil et du Chili place l'Argentine à un rang plutôt modeste. En effet, entre 2002 et 2005, les hausses des exportations du **Brésil**, du **Chili** et de l'**Uruguay** atteignent, respectivement, 96%, 117% et 84% !

Une autre différence importante entre l'Argentine et ces voisins concerne la **politique monétaire** : tandis que le real et le peso chilien s'apprécient fortement vis-à-vis du dollar, le peso argentin est resté stable autour de 3 unités par billet vert. Le Gouvernement a encouragé les exportations via un peso faible afin de

s'assurer des rentrées des taxes à l'exportation qui représentent 10% du total collecté du pays et la moitié de l'excédent du secteur public.

Au cours des trois dernières années, la part de l'Argentine dans le commerce international est passée de 0,4% en 2002 à **0,39%** en 2005. Dans la même période, la part du Brésil est passée respectivement de 0,93% à 1,14% et celle du Chili de 0,28% à 0,38%. Maintenir un type de change faible génère forcément des pressions inflationnistes rendant les importations plus coûteuses.

Bon à savoir : depuis la sortie de la convertibilité, le peso argentin a été dévalué par rapport aux devises des principaux partenaires commerciaux de 106%. En août, la dépréciation de la devise nationale par rapport au real brésilien a été de 1% en termes réels.

Variation des coûts de panier de base

La politique de contrôle des prix du panier de base semble avoir donné des résultats. Par exemple, à Cordoba, entre juillet et août 2006, les prix de l'ensemble de produits (boissons, aliments et produits d'entretien) n'ont pratiquement pas varié. Ainsi, au cours de la dernière semaine d'août, les 41 articles qui composent le panier de base coûtaient **560,95 pesos**, soit 0,80 peso de moins qu'il y a deux mois.

Depuis janvier, la variation atteint 2,81%, soit une hausse de 2,81%, les articles de soins personnels et la viande étant à l'origine de la progression. Les plus fortes baisses reviennent au riz, au beurre, au jambon et à l'huile.

En ce qui concerne le **panier de base total** (CBT), pour une famille de deux adultes et deux enfants, le prix a augmenté en août de 8,8% par rapport à août 2005 à **861,18 pesos** (277,80 dollars). Bien que la hausse soit inférieure à celle de juillet (9,1%), elle montre qu'il y a de plus en plus des personnes qui tombent sous le seuil de pauvreté.

Le **panier de base alimentaire** (CBA), qui permet de déterminer le seuil d'indigence pour un foyer, s'est établi à **391,44 pesos** (126,3 dollars) soit 7,8% de plus qu'en août 2005 et 0,25% par rapport à juillet 2006.

La différence entre les deux paniers est donnée par l'inclusion ou non des services et des biens non alimentaires nécessaires pour vivre dignement.

Bon à savoir : depuis janvier, le CBT a accumulé une hausse de 3,55% et le CBA de 3,04% tandis que la hausse moyenne des salaires n'est que de 1,68%.

Chômage « irrégulier »

Au premier semestre de 2006, le taux de chômage du pays atteint **10,9%** de la population active, soit un recul de **1,6 point** par rapport au même semestre de 2005. Les chômeurs et les personnes en situation de sous-emploi totalisent 2,5 millions d'individus dans les grands centres urbains du pays et pour atteindre plus de 3,7 millions de personnes sur tout le pays.

Les régions présentant les plus bas taux de chômage sont celles de San Luis (1,2%) et de Río Gallegos (1,7%) tandis que dans le Grand Rosario le taux atteint 13,7%, suivi par la grande banlieue de Buenos Aires (12,9%) et de La Plata (12,8%).

Bon à savoir : la population urbaine de l'Argentine est de **23,52 millions de personnes** (28 centres urbains) dont 10,89 millions sont en conditions de pouvoir travailler. De ce total, 9,7 millions ont un travail, 1,19 million sont au chômage et 1,25 million sont sous-employés. La qualification de « sous-employés » correspond à des personnes qualifiées qui occupent des emplois subalternes et/ou précaires en général à la recherche d'un emploi mieux adapté à leurs qualifications.

Brésil

La campagne de Lula

Le ton employé par Lula dans cette course électorale qui s'achèvera le 1^{er} octobre (date du 1^{er} tour) est aussi conciliateur que celui de 2002. Lors de la présentation de son plan pour les quatre ans à venir, Le Président a indiqué qu'il comptait construire un modèle social avec l'ensemble du spectre politique brésilien. Sûr d'être réélu, peut être même dès le premier tour, **Luiz Inácio Lula da Silva** ne compte pas modifier le programme économique en cours. Aujourd'hui, plus personne ne pense aux dérapages populistes qui étaient tant redoutés il y a quatre ans ! Son futur plan gouvernemental devrait mettre l'accent sur la santé, l'éducation et... le développement économique. Dans ce domaine, il y aura probablement de nouveaux ajustements du taux de base et aussi l'ambition de rendre le real plus compétitif tout en le rapprochant du niveau du peso argentin qui s'échange à 3 unités par dollar. Ce serait une manière d'étudier l'évolution des deux devises des « frères rivaux » du **Mercosur** en vue d'une future création d'une monnaie commune.

Six mesures pour augmenter la concurrence bancaire

Le Gouvernement a lancé un ensemble de six mesures en vue d'accroître la concurrence entre les banques, diminuer les taux d'intérêts et augmenter le volume de crédit (32,6% du PIB en juillet 2006). Ces six mesures visent essentiellement à permettre la « portabilité » des salaires, des pensions et des crédits en général. Ainsi, tout salarié peut ordonner que son salaire puisse être viré d'une institution bancaire vers tout autre établissement financier une seule et unique fois et sans frais récurrents (c'est un moyen d'éviter de faire une demande par opération et de régler des frais à chaque fois). Par ailleurs, les clients pourront autoriser leur banque à fournir leur historique à d'autres entités, facilitant ainsi l'évaluation des risques. Mais la mesure la plus attendue par le marché en vue de diminuer le coût des opérations de crédit n'a pas été retenue : la réduction des dépôts obligatoires des banques auprès du **Banco Central**.

Du point de vue des institutions financières, l'impact sur leurs comptes devrait rester neutre et sans conséquences significatives sur les taux d'intérêts pratiqués dans le pays. **Rappel** : même avec la récente forte baisse du taux de base à 14,25% (Selic) le **taux réel** brésilien reste le plus élevé de la planète: **9,6%/an** contre 5,1% en Turquie, 2nd du classement mondial. Dans la Région, le taux réel annuel atteint

4,4% au Mexique et 4,1% au Venezuela. Enfin, la semaine prochaine, d'autres mesures complémentaires pourraient être annoncées lors d'une possible réunion extraordinaire du *Conselho Monetário Nacional*.

Taux de base à la baisse

Sans attendre les élections présidentielles d'octobre, le **COPOM** (*COmitê de Política Monetária*) a surpris avec la réduction de 0,5 point du taux **Selic** qui tombe à **14,25%** (18% en janvier 2006). Malgré la baisse plus forte que prévu (le marché pariait sur -0,25 point), les syndicats et les fédérations des industries et du commerce de São Paulo trouvent la mesure trop « timide » par rapport au contexte économique plutôt favorable : inflation contenue, hausse des exportations, un *real* fort... Ils réclament une baisse plus importante afin d'accélérer la reprise économique, une façon de générer davantage d'emplois et de revenus. **Bon à savoir** : le **Selic** est le taux de référence pour les opérations du système bancaire brésilien. Il s'agit d'un système électronique qui permet de mettre à jour quotidiennement les positions des institutions financières, afin de pouvoir contrôler leur niveau de réserves.

Bons résultats pour les entreprises

Selon la **Fondation Getúlio Vargas**, en 2005 et pour la troisième année consécutive, la rentabilité du patrimoine des 500 premières entreprises brésiliennes a dépassé les **10%**. La même situation ne s'était pas produite depuis 1984/1986. Par ailleurs, parmi ces 500 entreprises, seulement 85 ont enregistré des pertes, ce qui est le meilleur résultat atteint depuis 1989. Les bénéfices de l'ensemble de ces entreprises ont été de **42,7 milliards de dollars**, soit 16% de plus qu'en 2004 en termes réels (c'est-à-dire inflation déduite).

Record pour les excédents des comptes

Fin juillet, le pays a enregistré un excédent de son compte courant de **3 milliards de dollars**, un niveau jamais atteint depuis 1947, année où a été mis en place le système des comptes nationaux. Pour toute l'année, l'excédent du compte courant devrait totaliser **8,8 milliards de dollars**.

L'excédent de la balance commerciale atteindrait près de **40 milliards de dollars** (les exportations atteindraient 134 milliards de dollars), le paiement des intérêts de la dette externe étant de **12,5 milliards de dollars** et les transferts à l'étranger de dividendes et autres bénéfiques de **14,2 milliards de dollars**. À titre d'exemple, alors que le Brésil enregistre un solde positif de son compte courant par rapport au PIB de 1,7%, les États-Unis présentent un déficit de 6,1% et la France de 1,3%.

Croissance économique mitigée

La variation du PIB enregistrée au second trimestre de l'année de 0,5% a obligé à revoir à la baisse les prévisions pour toute l'année à **3,3%**, un chiffre plus modeste que celui annoncé par les autorités. En effet **Guido Mantega** a avancé une croissance pour 2006 de 4%. Pour parvenir à ce résultat, l'économie brésilienne devrait croître de 5,5% au cours du second semestre, ce qui semble peu probable en comparaison avec la hausse de 2,2% au cours du premier semestre. Par ailleurs, l'IPEA a réduit ses prévisions pour la croissance industrielle de 5,3% à 4,2%, de 2,5% à 2,3% pour l'agriculture et l'élevage et de 2,7% à 2,4% pour les services.

Marché du travail

En juillet, le taux de chômage était de **10,7%**, soit le chiffre le plus élevé depuis avril 2005. Il y aurait 2,4 millions de personnes sans emploi dans les six principaux centres urbains du pays.

Bon à savoir : au Brésil, il y a **6,47 millions d'employés domestiques** dont 1,67 déclarés (25,84%) et 4,79 millions non déclarés (74,16%). Les femmes représentent 93,3% des employés domestiques et les femmes/hommes de ménage qui ne logent pas chez l'employeur 24,6%.

Moins endetté

Après une forte progression durant l'administration de **Fernando Henrique Cardoso**, la dette externe brésilienne se réduit peu à peu, devant se situer autour de **140 milliards de dollars** fin 2006, bien loin des 225,6 milliards des années 1999. Parallèlement, les réserves du pays dépassent actuellement les **72 milliards de**

dollars, ce qui lui permet de faire face largement aux engagements à court terme (12 prochains mois) pour 18 milliards de dollars.

Favoriser les PME

La **Chambre des Députés** a approuvé un projet de loi qui réduit de **2,81 milliards de dollars** annuels les impôts pour les PME. Selon la loi, un seul impôt réunira huit taxes appliquées actuellement aux PME et les TPE. Le futur impôt sera de 4% pour les entreprises avec 27 272 dollars de revenus annuels et de 11,61% pour celles qui dépasseront le million de dollars de revenus par an. Ces mesures cherchent à encourager les entreprises à régulariser le paiement d'impôts.

Chili

Dur d'être président(e)

Pour **Michelle Bachelet**, l'état de grâce n'aura pas duré, ou très peu. Les manifestations d'étudiants ont été relayées par les grèves des mineurs qui ont paralysé un secteur essentiel de l'économie du pays et par celle des maîtres d'école qui réclament une revalorisation de salaires. La date anniversaire du coup d'état de septembre 1973 a été aussi une journée de désordres à Santiago... avec des morts et des blessés !

Donc, au bout de six mois de gouvernement et malgré tous ses efforts de concertation et de rénovation, Mme Bachelet semble toujours être en rodage. Même le mini remaniement ministériel semble n'avoir eu aucun impact politique. Son engagement d'un total renouvellement dans l'équipe gouvernementale, composée à parité entre femmes et hommes, aurait mis de côté des conseillers et experts spécialisés, la privant ainsi d'un soutien professionnel et technique que son prédécesseur **Ricardo Lagos** avait bien su utiliser. Sur le front international, Michelle Bachelet doit faire face à une baisse du dollar par rapport au peso chilien, aux éternelles revendications de la Bolivie concernant la récupération d'une sortie maritime. Sur ce dernier point, la question devient plus complexe, car la Bolivie est riche en ressources énergétiques (surtout en gaz) juste au moment où l'Argentine vient d'augmenter le prix de ses livraisons de gaz...

L'enquête sur le niveau de soutien du Gouvernement du mois d'août montre une légère amélioration : 45,5% des Chiliens interrogés approuvent son action contre 43,44% en juillet.

Enfin, dans « le match politique » démarré il y a six mois, beaucoup de Chiliens attendent toujours les premiers « buts » de l'équipe gouvernementale.

Un excédent commercial multiplié par deux...

Sur les huit premiers mois de 2006, la balance commerciale chilienne a affiché un excédent de **14,54 milliards de dollars**, soit le double (+114%) de la même période de 2005. Les exportations de **cuivre** participent bien sûr largement à ce chiffre avec près de 52% des exportations totales en valeur de la période, soit **19,1 milliards de dollars**. Suivent ensuite les agroexportations avec **5,3 milliards de dollars** (+3,4%).

... comme les IED

Au premier semestre de 2006, le montant total des Investissements Étrangers Directs (IED) s'élève à **2,88 milliards de dollars**, soit une augmentation de **97,8%** par rapport au premier semestre 2005, dont **1,11 milliard de dollars** pour la seule acquisition de la filiale locale de **Transelec** par le fonds d'investissement **Brookfield Asset Management** auprès du Canadien **Hydro-Québec**.

Les secteurs de l'économie ayant le plus bénéficié des IED dans la période sont **l'énergie (67%)**, le secteur **minier (12,4%)** et les **transports et communications (10%)**.

PS : sur le plan régional, le Chili concentre **8%** des IED latino-américains. À titre de comparaison, le Brésil représente 54% du total et le Mexique 30%.

Où investit le Chili ?

Au premier trimestre de 2006, les trois pays vers lesquels l'économie chilienne investit le plus en valeur sont le **Pérou (28%)**, suivi par la **Colombie (23%)** et le **Brésil (17%)**. On trouve ensuite l'Australie (10%), l'Argentine (9%), les Pays-Bas (7%) et l'Espagne (6%).

Colombie

Le commerce extérieur au premier semestre

Sur les six premiers mois de l'année, la balance commerciale colombienne a affiché un solde positif de **257 millions de dollars** contre un excédent de 892 millions de dollars pour la même période de 2005. Les exportations sur la période se montent à **11,54 milliards de dollars** (+13,2%) et les importations à **11,28 milliards de dollars**.

Les économies avec lesquelles la Colombie enregistre ses plus importants déficits commerciaux sont le **Mexique** (-749,2 millions de dollars), la **Chine** (-707,5 millions de dollars) et le **Brésil** (-693 millions de dollars). À l'inverse, les plus hauts excédents commerciaux ont été enregistré avec les États-Unis et les voisins vénézuélien et équatorien.

Le salaire des patrons...

D'après une étude de **Human Capital Consulting** et **Legis**, un chef d'entreprise colombien peut gager jusqu'à environ **150 000 dollars** par an, un chiffre qui, selon l'étude, pourrait monter à environ 158 000 dollars l'an prochain.

À noter : le Président de la République gagne environ **97 000 dollars** par an.

... et des employés

Selon les statistiques officielles, le salaire **mensuel** moyen d'un Colombien a chuté de **10,6%** entre 2004 et 2005, passant de 313 à **280 dollars**. Notons que la chute des rémunérations est plus importante chez les hommes (-11,5%) que chez les femmes (-9,5%). À fin 2005, ces dernières gagnaient en moyenne **76%** du salaire moyen d'un homme contre 74,3% en 2004.

PS : certains cadres supérieurs colombiens peuvent gagner jusqu'à **8 300 dollars** par mois.

Contrats de travail : les évolutions

Entre 2005 et 2006, la proportion de CDI par rapport à l'ensemble des contrats de travail signés est resté stable à **47%**, celle des contrats à durée déterminée est passée de 18% à **26%**, celle des contrats de travail temporaire de 19% à **17%** et enfin celle des contrats de sous-traitance (*outsourcing*) de 16% à **10%**.

Mexique

Avatar politique et économie

La difficulté à proclamer le vainqueur des élections présidentielles n'a pas entravé l'embellie économique du pays ni la confiance des investisseurs. Ainsi, le prochain sexennat devrait repartir sur la base d'une croissance de plus de 4,5% (3,6% prévu au départ), une inflation à la baisse et un taux de change stable. Par ailleurs, au premier semestre 2006, les Investissements Étrangers Directs (IED) ont atteint 8,7 milliards de dollars soit 16,5% de plus qu'au premier semestre de 2005. Au total, durant le Gouvernement Fox, le pays aurait accueilli 107,8 milliards de dollars d'IED soit 56,1% de plus qu'au cours du précédent sexennat.

Balance commerciale

Sur les sept premiers mois de 2006, l'économie mexicaine enregistre un excédent de sa balance commerciale de **223 millions de dollars**, soit 142,5 milliards de dollars d'exportations et 142,28 milliards d'importations. Pour le seul mois de juillet, on constate un déficit commercial de **319 millions de dollars**.

La somme des *remesas*

Sur la période janvier-juillet 2006, le montant total des fonds envoyés par les Mexicains de l'étranger (à 98% aux États-Unis) vers leur pays d'origine s'élève à **13,4 milliards de dollars**, soit une hausse de 21,97% par rapport à la période janvier-juillet 2005. Le montant moyen d'un envoi est de **351,23 dollars**.

À noter : l'an dernier, la somme des *remesas* a dépassé les **20 milliards de dollars**, soit 3,42 milliards de dollars de plus qu'en 2004. C'est la seconde rentrée de devises du pays après les exportations de pétrole.

Pérou

Les IED au premier semestre 2006

Entre janvier et juin derniers, le pays a capté **2,2 milliards de dollars** d'Investissements Étrangers Directs, dont **968 millions de dollars** pour le premier trimestre et **1,23 milliard de dollars** pour le second.

Qui exporte et importe le plus ?

Au cours du premier semestre de 2006, ce sont les entreprises du secteur des mines qui sont en tête des plus importantes entreprises exportatrices péruviennes en valeur.

La première place est occupée par **Southern Peru Copper Corporation** avec **1,13 milliard de dollars** de CA à l'export, soit une augmentation de **19,2%** comparé au premier semestre de 2005, talonnée par la **Compañía Minera Antamina** avec **1,11 milliard de dollars (+47,5%)**, **Minera Yanacocha** complète le podium avec **936,5 millions de dollars (+45,7%)**.

Les entreprises ayant consacré les sommes les plus importantes à l'importation sont celles du secteur pétrolier comme, par exemple, **Refinería La Pampilla** avec **756,3 millions de dollars** d'achats sur la période (+47%) et **Petróleos del Perú - Petroperú** avec **526,5 millions de dollars (+23,2%)**.

Uruguay

Forte augmentation du PIB

Au premier semestre de 2006, la croissance uruguayenne a crû de **8,4%** comparé à la même période de 2005. Les secteurs ayant le plus contribué à cette hausse sont **l'industrie manufacturière, les transports et communications et la construction**.

Un déficit commercial au premier semestre

Sur les six premiers mois de 2006, l'économie du pays enregistre un solde commercial négatif de **273,2 millions de dollars**, soit 1,88 milliard de dollars d'exportation (+16,2% par rapport au premier semestre de 2005) et 2,15 milliards de dollars d'importation (+25,1%).

Hausse des salaires réels en juillet

Après trois mois de baisses successives, le salaire réel d'un Uruguayen a augmenté de **0,23%** en juillet. Sur la période janvier-juillet 2006, la hausse est de **1,92%**.

Venezuela

Interrogations sur les élections de décembre

Toute sorte de rumeurs accompagnent cette période préélectorale : une présidence à vie pour **Chávez** ? Une défaite en décembre ? Un coup d'État ? Ce qui est certain c'est que l'actuel Président a toutes les chances d'être réélu (sauf accident de parcours, c'est-à-dire si les classes défavorisées, un des piliers du régime, veulent manifester leur mécontentement d'être toujours « défavorisées » car malgré les efforts du Gouvernement, les pauvres et les chômeurs sont trop nombreux pour un pays si riche) et fera tout pour y parvenir. Et il en a les moyens, surtout financiers.

Par ailleurs, Chávez utilise tous les moyens pour attirer l'attention de ses concitoyens et du monde entier avec des visites en Iran, en Syrie... à la recherche des soutiens à la candidature du Venezuela à un siège, temporaire, au sein du **Conseil de Sécurité des Nations-Unies**...

Sur le front interne, Chávez a menacé son rival **Manuel Rosales**, Gouverneur du prospère État pétrolier de Zulia, de convoquer un référendum pour le révoquer du poste, car le Président vénézuélien voudrait « un vrai gouverneur honnête, populaire, bolivarien, révolutionnaire »...

Pour Chávez, candidat « de la dignité nationale et de l'amour populaire », séduire l'électorat de Zulia, bastion de l'opposition et accueillant le plus grand nombre d'électeurs du pays, ne sera pas chose facile.

Maigre liberté économique

Selon le **CATO Institute** (États-Unis) et le **Fraser Institut** (Canada), sur 130 pays comparés, le Venezuela n'occupe que la 126^{ème} place en matière de liberté économique, juste devant la République Démocratique du Congo, la République du Congo, le Myanmar et le Zimbabwe.

Le classement est effectué à partir des variables telles que la liberté personnelle, les échanges commerciaux volontaires, la liberté de concurrence et le respect de la propriété privée.

Ralentissement du PIB en 2007

Selon **MetroEconómica**, en 2007, le Venezuela sera un pays moins pauvre qu'au cours des trois années précédentes grâce à la reprise économique et l'absence de crises majeures. Ainsi dans le contexte actuel, le pays devrait connaître 18 mois minimum de période favorable pour réduire le chômage et la pauvreté. En revanche, l'actuelle explosion de la consommation pourrait atteindre le plafond de la capacité installée provoquant un ralentissement de la croissance.

Avec ou sans réélection, le Gouvernement devrait décréter un réajustement de la parité officielle du bolívar par rapport au dollar (2 300 bolívares par dollars contre 2 150 unités actuellement). Dans le contexte actuel, les importations devraient atteindre **31 milliards de dollars** en 2006 et s'approcher des 37 milliards en 2007. La hausse, bien sûr, est liée à l'accroissement de la demande plus forte que l'offre interne.

Grâce aux revenus pétroliers, la croissance économique de 9,6% au cours du premier semestre est plutôt basée sur la dépense publique plus que sur l'investissement productif. Ce qui est inquiétant, c'est le fait que le taux élevé de croissance ne soit pas accompagné par un accroissement de l'investissement productif. Ce qui est une menace, à moyen terme, pour la qualité du développement du pays.

Revenu, prix, inflation...

Selon **Datanálisis**, au cours du premier semestre de 2006, le revenu réel des Vénézuéliens a augmenté de deux points le niveau du revenu en 1998, année de l'arrivée au pouvoir de **Hugo Chávez**.

Entre 1998 et 2005, le taux d'inflation cumulée a été de 340% et malgré la reprise économique de 2004 et 2005, le pouvoir d'achat de la population n'a pas suivi le rythme de hausse de l'indice des prix.

Étant donné que l'amélioration des revenus a été plus forte dans les segments sociaux les plus défavorisés, la hausse de la consommation a été faite de façon atypique, car l'accroissement de la demande n'a pas été accompagné par une progression de la production nationale, ce qui a un impact sur l'augmentation des prix...

Actuellement, l'argent en circulation représenterait autour de 6,4 fois le PIB, ce qui signifie que l'argent en circulation s'accroît plus rapidement que la fabrication de biens et la prestation de services. Comme depuis le début de l'année les ventes ont augmenté entre 15% et 18% et la production locale n'a pas suivi le même rythme, le volume des importations a bondi. Par ailleurs, le contrôle de prix sur de nombreux produits a provoqué leur disparition sur le marché et, par exemple, les agriculteurs doivent surpayer certaines fournitures, ce qui renchérit le coût de revient sans pouvoir vendre leur production à leur juste prix ce qui décourage le secteur.

Le manque de produits agricoles force donc l'ouverture des portes des importations massive de produits alimentaires dont le prix de vente est plus élevé ou subventionné. Tout cela augmente la pression inflationniste : l'IPC devrait terminer l'année autour de 16% contre 13% prévu au départ.

... et exclusion

Pour le Gouvernement, 2006 serait l'une des plus éclatantes années pour l'économie vénézuélienne, tandis que pour 10 millions de Vénézuéliens leur condition de pauvreté n'a pas changé.

Selon l'INE, près de 10 millions de personnes n'ont pas les moyens pour subvenir leurs besoins de base (alimentation, logement, éducation). Sur ce nombre, 3,3 millions de Vénézuéliens (639 690 foyers) n'ont jamais perçu un SMIC local. Malgré

ces chiffres, l'évolution est positive car au premier semestre 2005 l'indigence touchait 4,83 millions d'individus contre 3,3 millions actuellement.

Les moins pauvres, ceux que le Gouvernement qualifie de « pauvres non extrêmes », ont augmenté au cours de la dernière année : 6,87 millions au premier semestre 2006 contre 6,56 millions au premier semestre 2005. Lors de son discours dominical, **Hugo Chávez** a promis d'éradiquer la pauvreté d'ici 2021 !

Baisse du taux de TVA

À partir du 1^{er} octobre prochain, le taux de TVA sera réduit de un point à 13%.

Chute des IED

Au second trimestre de 2006, le montant des Investissements Étrangers Directs a atteint **65 millions de dollars** contre **620 millions de dollars** à la même période de 2005.

Baisse de la productivité des salariés

Selon les chiffres de **Fedecámaras**, la productivité des salariés vénézuéliens (PIB/Nombre de salariés) a baissé de **27%** en 20 ans. La richesse créée actuellement par un Vénézuélien est **73%** moins importante qu'en 1985.